

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	7
ABRÉVIATIONS ET SIGNES UTILISÉS	9
AVANT-PROPOS	11
INTRODUCTION	13
1. L'insécurité alimentaire aujourd'hui : une question de « contrat politique »	15
2. Les crises alimentaires médiévales : replacer le contrat politique au cœur de l'analyse	17
2.1. Les médiévistes accordent depuis un siècle une grande attention aux crises alimentaires	19
2.2. Les médiévistes n'ont considéré que tardivement le rôle joué par le facteur institutionnel	28
2.3. L'interprétation du rôle joué par les institutions face aux crises reste néanmoins incomplète	33
3. Méthodologie : le cadre d'étude et les neuf étapes de l'analyse	35
CHAPITRE I — LES VILLES DE LILLE ET MONS	39
1. L'état de la documentation	39
1.1. Les sources conservées	39
1.2. L'état de la littérature	41
2. La trajectoire historique des deux villes	47
3. La démographie urbaine	49
3.1. Le volume de la population urbaine	49
3.2. La répartition des richesses et la part de la population vulnérable aux crises	51

4. Les acteurs politiques impliqués dans la gestion publique urbaine	52
4.1. Le pouvoir bourguignon et ses représentants régionaux	52
4.2. Le gouvernement urbain	55
4.3. Le degré de participation de la population à la politique urbaine	63
5. Les finances urbaines	66
6. Les mécanismes d'entretien de l'offre alimentaire	68
6.1. L'absence de mécanismes publics d'approvisionnement du marché urbain	69
6.2. Le degré d'appui sur la production céréalière régionale	69
6.3. Le degré d'appui sur le commerce céréalier interrégional	74
6.4. L'accès à d'autres types de denrées alimentaires	78
7. Les mécanismes de redistribution interne des ressources alimentaires	80
7.1. Le marché : les dispositifs de contrôle et surveillance	81
7.2. La charité : l'importance des différents canaux de redistribution	83
7.3. Les mutualités	92
8. Un bilan comparatif des caractéristiques structurelles de Lille et Mons	92
CHAPITRE II — LES CRISES DE 1437-1439 ET 1477-1483	95
1. La crise de 1437-1439	95
1.1. À l'échelle européenne : la généralisation de la crise	96
1.2. À l'échelle des Pays-Bas méridionaux : les facteurs communs	99
1.3. À l'échelle des Pays-Bas méridionaux : le développement régional de la crise	105
1.4. À l'échelle des Pays-Bas méridionaux : les épidémies et le bilan démographique de la crise	119
1.5. À l'échelle de Lille et Mons	123
2. La crise de 1477-1483	131
2.1. À l'échelle européenne	132
2.2. À l'échelle des Pays-Bas méridionaux : les facteurs communs	133
2.3. À l'échelle des Pays-Bas méridionaux : le développement régional de la crise	143
2.4. À l'échelle des Pays-Bas méridionaux : les épidémies et le bilan démographique de la crise	150
2.5. À l'échelle de Lille et Mons	151

CHAPITRE III — LA TYPOLOGIE DES MESURES PUBLIQUES À LILLE ET MONS	160
1. Une lecture chronologique : la répartition des interventions publiques dans le temps	160
1.1. La crise de 1437-1439	160
1.2. La crise de 1477-1483	162
2. Une lecture typologique : les interventions économiques	163
2.1. Les stratégies de maximisation de la disponibilité alimentaire globale	164
2.2. Les stratégies de redistribution interne des ressources alimentaires	197
3. Analyse typologique : les autres registres d'intervention	211
3.1. La gestion des marges sociales précarisées	211
3.2. La gestion des abandons d'enfants	215
3.3. La gestion des migrants	227
3.4. Les mesures de limitation des risques sanitaires	241
3.5. Les stratégies de réconciliation spirituelle et morale	249
4. Une lecture comparative : les variations des stratégies dans l'espace et le temps	255
4.1. La variation des stratégies d'une ville à l'autre	258
4.2. La variation des stratégies d'une crise à l'autre	260
 CHAPITRE IV — LES BÉNÉFICIAIRES DES INTERVENTIONS URBAINES	 267
1. La délimitation externe des bénéficiaires des interventions publiques	267
2. La délimitation interne des bénéficiaires des interventions publiques	270
2.1. L'inégalité sociale des effets de la crise et les mécanismes d'exclusion alimentaire	271
2.2. L'élaboration théorique d'une graduation sociale de référence	272
2.3. La visée sociale dans le discours : le caractère trompeur ou rhétorique du langage politique	275
2.4. La visée sociale dans les faits : la portée sociale des interventions menées à Lille et Mons	276
3. Conclusion provisoire : l'abandon des catégories sociales les plus vulnérables	281

CHAPITRE V — LES CONTRAINTES TECHNIQUES DE LA GESTION PUBLIQUE	283
1. La capacité d'appui sur des dispositifs préventifs	286
2. La capacité d'anticipation de la dégradation de la conjoncture	288
3. La capacité d'intervention rapide face à l'urgence	291
3.1. Le cas des procédures législative régionales	291
3.2. Le cas des procédures d'importations publiques de grain	295
4. La capacité des autorités à cibler les stratégies pertinentes	296
4.1. La question du pragmatisme et de la « rationalité » de la politique économique médiévale	297
4.2. La question de la viabilité économique des régulations économiques médiévales	299
5. La capacité d'information du gouvernement urbain	301
6. La capacité d'améliorer les stratégies en conscience des erreurs commises par le passé	309
6.1. À l'échelle du siècle : l'évolution des stratégies d'une crise à l'autre et le rôle des archives	309
6.2. À l'échelle de la crise : le processus incrémental d'élaboration des mesures par essai-erreur	310
6.3. Au terme des crises : des innovations en prévision de crises futures ?	313
7. La capacité d'application pratique des mesures administratives et législatives	315
7.1. Les moyens et les stratégies d'application pratique déployés	316
7.2. La difficulté d'évaluer le niveau de respect des réglementations	319
8. La capacité de financement des stratégies d'intervention	321
8.1. La diminution des recettes urbaines	321
8.2. Les trois types de dépenses publiques induites par la crise	323
8.3. Le poids financier de la politique d'achats publics et les stratégies de financement	325
8.4. La minimisation des interventions coûteuses	329
9. Conclusion provisoire : le bilan des contraintes	330
 CHAPITRE VI — L'INFLUENCE DES AUTRES SOURCES DE POUVOIR SUR LA POLITIQUE URBAINE	 333
1. Le duc de Bourgogne et les relais de l'administration ducale	334

1.1. L'implication législative du pouvoir ducal	334
1.2. L'arbitrage ducal du commerce interrégional	342
1.3. Les implications charitables du duc de Bourgogne	346
1.4. L'administration des prélèvements fiscaux et domaniaux	348
1.5. La mise à contribution des villes aux projets militaires	353
1.6. Les répressions militaires ou commerciales des villes rebelles et ennemies	354
1.7. Le bilan des interférences : les crises alimentaires et la construction de l'État	360
2. Les villes voisines	366
2.1. La crise de 1437-1439 : une pression commerciale des villes flamandes et brabançonnaises	367
2.2. La crise de 1477-1483 : une pression commerciale de Lille et Mons sur le nord-est	369
2.3. L'influence des autres villes : le bilan des pressions, des obstacles et des actes de solidarité	370
3. Les seigneurs et officiers ruraux	373
4. Les institutions urbaines détentrices de droits et de privilèges particuliers	375
4.1. Le conflit entre le conseil urbain de Liège et le clergé liégeois (1438-1440)	376
4.2. Le conflit entre l'hôpital Comtesse et le conseil de la ville de Lille (1438)	380
4.3. Le conflit entre le Magistrat de Lille et le chapitre Saint-Pierre en été 1480	385
5. Les riches propriétaires de grain	386
6. Conclusion provisoire : un bilan des obstacles et des concurrents	390

CHAPITRE VII — LES MOTIFS

ET LE « CONTRAT POLITIQUE » URBAIN	393
1. L'ancrage d'une notion de « droit de subsistance » dans la culture du XVe siècle	393
2. L'absence de formulation d'un devoir politique de garantie de la subsistance populaire	398
3. Les principes de l'idéologie du Bien commun et leur traduction dans les interventions	401
4. Un abandon conscient des marges sociales vulnérables ?	406
5. Un modèle d'intervention au service d'intérêts privilégiés	408

CHAPITRE VIII — LES PRESSIONS « POPULAIRES » SUR LA POLITIQUE URBAINE	411
1. Les formes de pressions populaires sur la gestion publique	411
1.1. Les canaux formels de dialogue politique : les requêtes et les remontrances	412
1.2. Les voies informelles de dialogue : « rumeur », protestations et grèves professionnelles	414
1.3. Les actions collectives perturbant l'ordre public (ou « émeutes de la faim »)	419
1.4. Les actes violents dirigés contre les autorités urbaines	425
1.5. Une autre forme de rapport de force : les résistances armées des paysans	427
2. Les stratégies de maintien de la paix sociale et du consensus politique	430
2.1. Les stratégies discursives visant à préserver le consensus	430
2.2. Les stratégies policières de maintien de la paix sociale	435
2.3. L'approvisionnement public : une stratégie préventive de maintien de l'ordre public ?	440
3. Conclusion provisoire : la portée du dialogue politique	441
CHAPITRE IX — LES MOYENS DE SUBSISTANCE EN MARGE DE L'ENCADREMENT PUBLIC	445
1. Le commerce privé	445
2. Les redistributions charitables et les institutions d'assistance	447
2.1. Les aumônes dispensées par les particuliers	447
2.2. L'action des hôpitaux lillois	449
2.3. L'action des institutions charitables montoises	463
2.4. Bilan des stratégies institutionnelles : la disparité des réponses et attitudes	466
3. Les stratégies de subsistance individuelles et familiales	469
3.1. L'ajustement de la consommation	470
3.2. L'ajustement du pouvoir d'achat	472
3.3. Le recours à des productions alimentaires compensatoires	475
3.4. La mobilité	481
3.5. Bilan : la capacité de résilience autonome de la population et les entraves sociétales	484

4. Conclusion provisoire : la balance entre action « privée » et « publique »	488
CONCLUSION	492
1. La politique de gestion de crises à Lille et Mons au XVe siècle	492
1.1. La portée des interventions urbaines : l'abandon des principales victimes de la crise	493
1.2. Les contraintes techniques et politiques : une incapacité de secourir les plus vulnérables ?	494
1.3. Les motifs et priorités politiques : une absence de préoccupation pour le sort des pauvres ?	495
1.4. L'enjeu de l'exclusion institutionnelle : des marges sociales livrées à la mort ?	500
2. L'attitude des institutions face aux crises : une tendance croissante à l'exclusion sociale ?	500
3. Le poids du facteur institutionnel à la fin du Moyen Âge : une équation à somme nulle ?	505
3.1. La part décroissante du potentiel institutionnel allouée au secours des victimes	506
3.2. L'effet négatif croissant du facteur institutionnel sur la sécurité alimentaire des populations	507
BIBLIOGRAPHIE	509
1. Fonds d'archives	509
1.1. Les sources conservées aux Archives municipales de Lille	509
1.2. Les sources conservées aux Archives départementales du Nord	509
1.3. Les sources urbaines conservées aux Archives de l'État à Mons	510
1.4. Les sources conservées aux Archives générales du Royaume	510
2. Sources éditées	510
2.1. Récits historiographiques et hagiographiques	510
2.2. Sources diplomatiques, juridiques et administratives	514
3. Travaux	516
ANNEXE I — DESCRIPTION DES SÉRIES DE PRIX CÉRÉALIERS UTILISÉES	559

ANNEXE II — TABLEAUX UTILES À L'ANALYSE DES INTERVENTIONS LILLOISES ET MONTOISES FACE AUX CRISES DE 1437-1439 ET 1477-1483	563
1. Restrictions d'exportations depuis Lille et Mons	564
2. Indices de la demande commerciale des autres villes à l'égard de Lille et Mons	565
3. Indices de la demande de Mons et Lille à l'égard des autres villes et principautés	567
4. Nombre de bans publiés à Lille (1431-1444)	568
 ANNEXE III — SÉLECTION D'EXTRAITS ILLUSTRATIFS	 569
1. Le récit des mesures prises à Liège face à la crise de 1437-1438 (par Jean de Stavelot)	569
2. Le mandement ducal publié le 9 septembre 1438 dans la châteltenie de Lille	572
3. Extraits des Registres aux délibérations du conseil de la ville de Mons : exemples de comptes-rendus des séances tenues lors l'explosion des prix céréaliers en mai 1481	574
4. Extraits des Registres aux délibérations du conseil de la ville de Mons : exemple de discussion des rapports remis au conseil par les « commis aux bleds » montois envoyés dans d'autres régions à la recherche de stocks de grain à acheter	577